

Ce qui sépare vraiment l'Europe de l'Amérique

PAR ZAKI LAÏDI*

[21 octobre 2004]

Une très large frange de l'opinion européenne souhaite la victoire de M. Kerry, tant l'impopularité planétaire de M. Bush n'est plus à démontrer. Mais en même temps, personne ne pense sérieusement qu'une hypothétique victoire de M. Kerry changerait fondamentalement les données de l'équation américaine mondiale.

D'où cette question que tout le monde se pose mais à laquelle personne ne parvient à répondre clairement : Qu'est-ce qui nous sépare de l'Amérique ? Un conflit de politiques qui s'éteindra avec le recul ? La défaite des néoconservateurs ? Ou bien, avons-nous affaire à un conflit de fond, qui oppose les deux rameaux d'une même civilisation ? En d'autres termes, sommes-nous dans le registre d'un conflit d'intérêts classique ou d'un divorce historique lié à un conflit de valeurs ?

En fait, s'il est difficile de répondre à cette question, c'est tout simplement parce que le conflit euro-américain est plus qu'un conflit d'intérêts et moins qu'un conflit de valeurs. C'est avant tout un conflit de vécus politiques. Nous sommes dans des phases historiques différentes et nous appréhendons le monde de manière différente. Cette différence ne tient pas au fait que nous soyons des pacifistes bêlants quand les Américains seraient des réalistes agressifs. Le fond de l'affaire est que les Européens ont épuisé leur besoin d'Empire et que, de manière lente, chaotique et contradictoire, ils sont en train d'inventer une nouvelle forme de souveraineté politique qui est la souveraineté partagée.

Ce n'est pas, comme le pensent les souverainistes, l'abandon pur et simple de la souveraineté au profit d'un super-État bruxellois. C'est un concept plus complexe, plus difficile et plus exigeant qui consiste à dire qu'il faut accepter de partager sa souveraineté avec les autres pour pouvoir la récupérer individuellement. Car la souveraineté, aujourd'hui, ce n'est pas le simple contrôle d'un territoire dont l'étanchéité devrait être garantie. Être souverain aujourd'hui, c'est au fond avoir les ressources pour maximiser le bien-être de la collectivité politique à laquelle on appartient. Or, pour maximiser ces ressources, il faut commencer par les partager.

Un exemple le prouve : si, au plan commercial, nous faisons jeu égal avec les Américains, c'est parce que nous avons accepté le principe de partage de souveraineté : il n'y a plus de politique commerciale nationale mais la France, comme les autres pays, bénéficie des retombées d'une politique commune. Certes, on dira que le commerce est quelque chose de différent. Peut-être. Mais on observe aujourd'hui que les opposants à Maastricht et les pourfendeurs de l'euro en viennent à parler de l'euro comme d'un instrument de la puissance européenne.

Ce qu'il faut voir, c'est que la souveraineté partagée n'est pas seulement une pratique ; c'est, d'une certaine manière, une philosophie de l'action politique qui se décline dans trois domaines : celui de l'autonomie des États, celui de la légitimité internationale, celui, enfin, de la sécurité. Or sur ces trois plans, les divergences avec l'Amérique sont désormais profondes pour plusieurs raisons.

La première est que les États-Unis sont un pays fédéral dont le fédéralisme n'a rigoureusement rien à voir avec celui de l'Europe. En termes de compétences, par exemple, il y a des compétences fédérales et des compétences étatiques, mais pas de compétences partagées entre l'État fédéral et les États américains. Or le modèle européen est de plus en plus construit sur le modèle des compétences partagées entre Bruxelles et les États européens. Les Américains ont en réalité une vision beaucoup plus classique de la souveraineté des États que les Européens. Et c'est pour cette raison qu'ils sont farouchement hostiles à toutes les problématiques de gouvernance mondiale qui reposent sur l'idée que la souveraineté nationale n'est pas un absolu.

Les deux illustrations les plus fortes de cette différence ont été le protocole de Kyoto et le traité de Rome portant création de la Cour pénale internationale. Il est intéressant de voir que M. Kerry n'a pas l'intention de faire évoluer la position américaine sur ces deux sujets. Les Américains «absolutisent» la souveraineté alors que nous, nous la relativisons. Cela dit, on peut avoir deux regards sur le monde et s'entendre à minima. C'est ce que l'on peut espérer d'une nouvelle Administration américaine.

Ce rapport différencié à la souveraineté a une conséquence tout aussi forte sur le rapport à la légitimité. Parce qu'ils ont une longue expérience coloniale derrière eux, les Européens savent clairement que dans

un monde globalisé, la construction de la légitimité internationale relève d'une démarche collective dans laquelle le monde non occidental joue et jouera un rôle croissant. Le scénario de la légitimité mondiale ne peut plus s'inscrire sur le mode d'un script hollywoodien, mais plutôt sur celui de «l'auberge espagnole».

Ce n'est donc pas en refusant de ratifier Kyoto, le traité de Rome ou la charte des droits de l'enfant que l'on créera un socle de valeurs communes. Dans cet ordre d'idées, il est faux de vouloir disqualifier l'Europe en prétendant qu'elle aurait peur de faire la guerre. Simplement les Européens, plus que les Américains, croient d'une certaine manière que la légitimité internationale ne peut pas être intégralement indexée sur la puissance et la force. Certains railleront cela en estimant que les Européens ne sont que des kantiens attardés. Mais les faits sont là. En matière de lutte antiterroriste, par exemple, il n'a jamais été prouvé que les Américains étaient plus efficaces que les Européens. On peut même penser le contraire.

Il existe enfin une troisième différence qui tient au rapport différencié que les Européens ont à la sécurité. Dans l'affaire irakienne, les États-Unis sont partis de l'idée que leur sécurité était en jeu. Outre le fait que cette hypothèse a été largement démentie par les innombrables rapports américains sur les armes de destruction massive, il est frappant de voir que les États-Unis n'acceptent pas l'idée qu'il y ait des conceptions de la sécurité différentes de la leur. Il faut certes lutter contre les armes de destruction massive. Mais il faut aussi se demander pourquoi certains pays cherchent à s'en doter. On peut naturellement se dire mécaniquement que ces programmes sont menés par des régimes dictatoriaux qui cherchent ainsi à se protéger. Dans certains cas comme celui de la Corée, l'adéquation est forte. Mais il n'est pas sérieux de voir la prolifération comme une pathologie. Au Proche-Orient, par exemple, il est totalement irréaliste de croire que le problème de la prolifération se réglera par la force. Ou bien, là comme ailleurs, de vouloir dicter à un pays ce que sont ses intérêts véritables.

L'exemple turc est emblématique. A aucun moment, les États-Unis n'ont tenu compte du fait que les Turcs avaient de leur sécurité une vision différente de la leur. Et c'est la raison pour laquelle la volonté des Turcs de coller encore plus à l'Europe s'est considérablement accrue depuis la guerre d'Irak. Un observateur américain disait récemment que le *soft power* européen influencerait de manière décisive le passage à la démocratie de la Turquie, tandis que le *hard power* américain avait détruit l'Irak. Le commentaire est probablement trop simple pour être totalement crédible. Mais il doit nous convaincre que l'Europe, avec ses immenses carences et ses contradictions, n'est pas aussi inefficace que l'on veut nous le dire.

L'autre exemple nous vient de Russie. Poutine a fini par accepter de faire ratifier, par la Douma, le protocole de Kyoto. Au regard de la tragédie de Beslan, le résultat peut paraître dérisoire. Mais si l'Europe n'a pu empêcher Beslan, elle est malgré tout parvenue à contraindre la Russie à ratifier Kyoto en échange de son entrée à l'OMC. Le protocole peut désormais entrer en vigueur.

Il ne faut naturellement pas surestimer ces gains politiques de l'Europe. Mais on aurait tort de les sous-estimer. Si Kerry accède à la présidence, il ne fait guère de doute que la politique américaine connaîtra des inflexions, tout simplement parce que les États-Unis ont découvert que la puissance était irrémédiablement soumise à la loi des rendements décroissants. Si, en revanche, Bush est reconduit, le statu quo l'emportera. Les inflexions auront nécessairement lieu, mais elles ne seront pas assumées.

En vérité, le monde attend que les États-Unis concèdent qu'ils sont allés trop loin dans la voie de l'unilatéralisme. Cette concession, toujours délicate à faire pour une grande puissance, Kerry pourra la faire plus aisément que Bush. C'est à la fois la seule et la plus fondamentale des différences qui les sépare.

* Politologue au Ceri et auteur de *La Grande Perturbation* (Flammarion 2004).